

M. DONNELLY: Pour livraison future?—R. Oui.

*M. McNevin:*

D. Que diriez-vous de la proposition que le blé pourrait être manutenté de la même façon que le bacon à certains intervalles fixes au cours de l'année? Ces 25,000,000 de tonnes furent exportées d'après ce procédé. Savez-vous si la manutention du blé se prêterait bien à un tel arrangement?

M. Ross (*Moose-Jaw*): Cela serait merveilleux si vous vendiez du blé de la même façon que du bacon.—R. Pour répondre à votre question, monsieur McNevin, je crois que virtuellement tout notre bacon exporté est expédié au Royaume-Uni, n'est-ce pas.

L'hon. M. MACKINNON: Oui.

Le TÉMOIN: Tandis que le blé est expédié à plusieurs pays sous forme de blé et de farine.

*M. Douglas (Weyburn):*

D. En temps de guerre?—R. Environ trente ou trente-cinq mille boisseaux sont expédiés à des pays neutres sous forme de farine ou de blé.

M. DIEFENBAKER: Cela représenterait environ 5 ou 10 p. 100 de la quantité totale.

M. Ross (*Souris*): Cette quantité s'applique-t-elle à tout le pays ?

*M. Diefenbaker:*

D. Quelle proportion du blé que vous achetez effectivement durant l'année est expédiée à des pays neutres?—R. Si, par exemple, nous acceptions livraison durant une campagne agricole, une année d'abondance comme 1940, de, disons 400,000,000 ou 450,000,000 de boisseaux, environ 8 p. 100 sera expédié à des pays neutres; environ 10 p. 100 servirait à la consommation domestique et le solde serait destiné au Royaume-Uni. Si vous voulez discuter la question du pourcentage des exportations totales canadiennes, — toutefois, je ne crois pas que cela constituait votre question.

M. DIEFENBAKER: Non, vous avez répondu à la question que j'ai posée.

Le TÉMOIN: Le pourcentage des exportations totales canadiennes serait d'environ 15 p. 100.

*M. Ross (Souris):*

D. A quel chiffre s'établiraient les ventes nettes à des pays neutres, comparées à d'autres pays?—R. Les pays neutres tout comme la Mère-patrie reçoivent des offres des exportateurs; mais pour ce qui regarde le blé ou la farine, quel que soit le cas, ils n'ont pas de contrats comme les gens outre-mer en ont; aussi, ils vont à la bourse et achètent la quantité d'options voulues pour couvrir leur vente sur le marché libre, les options que nous pourrions vendre sur le marché libre, ce serait une question de jugement.

Le PRÉSIDENT: A cette différence que le ministère britannique des Aliments vient en ce pays et conclut un accord avec le gouvernement canadien pour se protéger en matière de prix, tandis que les autres intéressés vont sur le marché libre et y achètent leur blé, n'est-ce pas?

Le TÉMOIN: Eh bien, je dirais que l'on procède de cette façon: le ministère britannique des Aliments achète son blé d'avance pour deux motifs, tel que je l'entends. Un des motifs est celui du financement. Il semble que sous son régime de financement le ministère britannique des Aliments doit s'adresser au département du trésor.

L'hon. M. MACKINNON: Là-bas.

Le TÉMOIN: Là-bas, et il affecte une certaine somme qu'il est disposé à payer pour l'achat de blé et de bacon, et d'autres produits. Or, pour avoir en